

La forêt

Description de l'atelier

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean possède de nombreuses activités de production et de services qui structurent la filière industrielle de la forêt : scieries, papetières, centres de R&D, équipementiers, firmes de génie-conseil, opérateurs forestiers, usines de fabrication de panneaux, de poutrelles, de planchers, de fenêtres, d'armoires et autres objets, fournisseurs divers, services spécialisés. Plus de 3 000 emplois sont reliés à ce secteur économique. Et pour cause. Le bassin de matières premières du Saguenay-Lac-Saint-Jean représente une superficie de 80 000 kilomètres carrés, soit 21 % du couvert forestier productif du Québec. Il offre ainsi une récolte annuelle de près de 8 millions de mètres cubes de bois.

Exploitées systématiquement depuis 1838 en illustrant une trajectoire de la production toujours en hausse, ces immenses forêts représentent l'un des enjeux principaux de notre avenir collectif. De nombreuses questions peuvent ainsi être adressées à ce secteur économique qui a vécu une importante restructuration de ses modalités de production au cours des dernières décennies. Restructuration dictée par trois facteurs principaux, soit l'arrivée de nouvelles technologies, une concurrence internationale de plus en plus vive ainsi que des impératifs affirmés à l'égard du renouvellement de la ressource naturelle. La problématique forestière s'avère au centre des préoccupations des décideurs économiques de la région, qui semblent par ailleurs n'avoir que très peu de moyens d'intervention.

Pour Ville de Saguenay, qui concentre de nombreuses activités économiques reliées à l'exploitation de la forêt, nul doute qu'une vision d'avenir dans une perspective de 2025 doit considérer au premier plan ce secteur névralgique de la forêt. Comment cette Cité peut-elle mieux fournir des biens et services à son vaste bassin forestier dans un esprit de progrès économique et social à court et à long terme? Quelles sont les fonctionnalités autres que la coupe dans

l'exploitation de la forêt? Quels sont les outils offerts à la région pour mieux maîtriser l'exploitation de cette ressource? Un changement d'attitude est-il nécessaire face à la forêt? Ou faut-il laisser faire le régime actuel d'exploitation de cette ressource?

Panélistes :

Jean-Pierre Benoît, Corporation des camionneurs en vrac

Éric Rousseau, Société sylvicole du Saguenay

Réjean Gagnon, Université du Québec à Chicoutimi

Marc-Antoine Vachon, Université du Québec à Chicoutimi

Bernard Gagnon, Réseau des scieries indépendantes

Rosaire Gagnon, Les Verts Boisés du Fjord

Compte-rendu de l'atelier

Diagnostic

- Le transport de bois est un moteur économique relativement important puisque les retombées économiques du groupe de la Corporation des camionneurs en vrac représentent entre 70 et 80 millions de dollars par année pour la région donc on devient des joueurs importants.
- Il est toujours de plus en plus dangereux de circuler sur les routes forestières. On remarque que le nombre d'accidents est à la hausse, les coûts d'opération que subissent les camionneurs sont de plus en plus élevés donc il en reste de moins en moins dans leurs poches. Et également, la visibilité que l'on va connaître durant la période d'été avec les poussières qui deviennent de plus en plus dérangeantes.
- Un devis de recherche a été soumis à la Ville de Saguenay sur les quatre ressources naturelles de Saguenay soit les mines, avec Saint-Honoré surtout, avec les terres arables pour l'agriculture, avec les forêts et bien sûr le bassin hydrographique pour l'énergie. Au niveau de la forêt, 14 % de la superficie totale du territoire forestier est ici au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ensuite, 95 % de ce territoire-là appartient à l'État donc n'est pas du domaine privé. Au chapitre du volume de bois récolté, elle occupe le premier rang. Plus de 20 % du volume total de résineux et de feuillus récoltés dans les forêts publiques et privées québécoises

provient du Saguenay-Lac-Saint-Jean donc un arbre sur cinq qui est abattu au Québec provient de notre région. En 1999, 11 % du bois consommé par les usines du Saguenay-Lac-Saint-Jean provenait des forêts privées donc c'est pour dire quand même que les forêts privées ont une importance majeure par rapport à son importance qui est de 5 % du territoire. Plus de 6 000 propriétaires forestiers se partagent les 3 805 kilomètres carrés de territoire forestier productif privé. Les redevances perçues ont été de 82 millions de dollars l'année passée. Qu'est-ce qui se passe avec ces redevances-là? Et bien, elles vont dans un fonds consolidé à Québec. Ce qui caractérise l'industrie ici, c'est une industrie qui est mature et peu croissante. Il y a un certain manque de communication entre les intervenants. Évidemment, il y a une fuite de capitaux puisque les usines sont souvent détenues par des étrangers donc les profits sont investis à l'extérieur de la région. Quels sont les critères du développement durable par rapport à l'industrie forestière? Évidemment, la conservation de la diversité biologique. Il y a le maintien et l'amélioration de l'état et de la productivité des écosystèmes forestiers. La consommation des sols et de l'eau. Le maintien de l'apport des écosystèmes forestiers au grand cycle écologique. Le maintien des multiples avantages socioéconomiques que la forêt procure à la société. Et finalement, la considération des valeurs et des besoins exprimés par les populations concernées dans les choix de développement. On sait que l'industrie de la forêt est au cœur du développement de notre région. Il y a une étude qui a été fait par Price-Waterhouse sur le rendement du capital. C'est intéressant de voir qu'en 2000 et 2001 le rendement du capital dans les forêts québécoises était dans le rouge. Il était à -2 % pendant deux années tandis qu'au Canada, il était de 5 % et de 3 %. Donc, il y a une interrogation ici par rapport à la rentabilité québécoise. Au niveau des ressources et des récoltes, on voulait savoir quel était le volume marchand brut disponible. Le volume marchand brut disponible est la biomasse au complet mais les branches et les résidus donc la tige

qu'on utilise. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, combien il reste de bois de bout? C'est 560 840 milliers de mètres cubes. Il reste ça à utiliser encore. La possibilité forestière c'est combien de bois on pourrait couper pour assurer l'approvisionnement à long terme. En 2001, la possibilité forestière était de 8 978 milliers de mètres cubes. On en a attribué 7 800 et la récolte a été de 7 600. De plus, 21,5 % des SEPM (sapins, épinettes, pins et mélèzes), donc des résineux qui sont coupés partout au Québec, sont coupés dans notre région. La part des feuillus est presque négligeable par rapport au volume que l'on sort en résineux. C'est quand même une essence qui serait peut-être à exploiter. Les redevances brutes sont diminuées des travaux sylvicoles pour en faire des redevances nettes. Si la compagnie doit, par exemple, 150 millions en redevance au gouvernement, si elle fait des travaux sylvicoles, elle sera créditée d'une certaine partie de ses travaux sylvicoles pour les travaux d'aménagement et les bienfaits à l'écosystème.

- Le Réseau des scieries indépendantes du Saguenay-Lac-Saint-Jean regroupe sept PME du sciage de propriété privée ou familiale pour la plupart, sauf une, qui ce sont regroupées pour affronter les défis de l'avenir. Parmi les membres du Réseau, il y a la Scierie Gauthier, à La Baie, qui est la plus vieille entreprise de la région. Elle a été fondée en 1855 et qui est rendu à la cinquième génération de propriétaires et de gestionnaires. Il y a la Scierie Girard, à Shipshaw. La Scierie Lachance, qui a été fondée en 1894 et qui est aussi rendue à la cinquième génération, c'est rare au Québec. La Scierie Martel, à Alma, la Scierie E. Tremblay, à Alma, la Scierie Lac-Saint-Jean, à Métabetchouan, et la Scierie Gaston Morin, à Sainte-Élisabeth de Proulx au Lac-Saint-Jean. La plus jeune de nos entreprises à vingt-cinq ans d'existence ce qui est déjà considérable pour une entreprise. Ces entreprises font en moyenne entre 6 et 10 millions de chiffre d'affaires chacune. Nos approvisionnements viennent en grande partie de la forêt publique. Ça varie de 45 à 100 milles mètres cubes de bois par usine. Pour mettre

une image de ce que ça peut représenter, parce que c'est facile de mettre des chiffres mais si on ne les met pas en contexte ça ne veut rien dire, donc c'est environ 1 500 à 2 500 camions de bois par année et par usine. Nous procurons autour de 500 emplois directs.

- Voici un bref portrait de l'importance économique de l'industrie forestière au Saguenay-Lac-Saint-Jean. C'est le principal acteur de l'activité économique manufacturière avec 40 % de celle-ci. Elle procure plus de 9 000 emplois directs. Elle verse en redevance forestière, ce que l'on appelle les droits de coupe, 101 millions en 2003. Ce qui n'est pas revenu dans la région au niveau des redevances forestières, c'est 54 millions de ces redevances qui sert normalement à aménager la forêt. Ça ce que ça peut représenter c'est 1 000 emplois à 50 000 \$ par année pendant un an qui n'est pas revenu dans la région juste au niveau des redevances forestières.
- Au niveau économique, c'est quoi notre forêt. Il faut comprendre qu'au Saguenay c'est sensiblement la même chose et ça va transparaitre ici. Naturellement, on sait que nous sommes une région ressources. Au niveau de la forêt, c'est vraiment le moteur principal de la région. On a des livraisons d'environ 9 milliards de bois de toutes natures au Saguenay-Lac-Saint-Jean annuellement. On coupe au Saguenay-Lac-Saint-Jean 9 millions de mètres cubes et ça représente 30 % de l'approvisionnement au Québec. On est la plus importante région forestière au Québec. L'industrie procure 9 000 emplois. Au niveau de l'investissement, on peut faire un parallèle sans pointer aucune industrie, il y a eu des gros chantiers en région, un très gros chantiers de 2,5 milliards, si on regarde par emploi créé pour des grands chantiers, des grosses industries, des grosses usines, cela a coûté 10 millions de dollars. Au niveau de la forêt, pour créer un emploi cela en coûte 777 000 \$ environ qu'on investit. Le portrait actuel du milieu forestier, ce que l'on vit c'est de l'incertitude. Il y a les conditions du marché, le contingent américain, la hausse du dollar canadien qui rend cela vraiment incertain.

On est en train de faire des calculs de possibilité et on vient d'apprendre la semaine dernière que les calculs de possibilité sont reportés d'un an. Alors, on ne saura pas avant un an qu'est-ce qui va se passer, qu'est-ce qui va arriver mais tout ce dont nous entendons parler c'est de 10 % à 15 % de baisse de possibilité alors qu'on a des usines qui ont été bâties pour 100 %. On a aussi les ententes autochtones qui s'en viennent. On ne sait pas qu'est-ce qui va se passer, ça peut être quelque chose d'intéressant ou pas intéressant mais ça crée un milieu incertain au niveau de l'approvisionnement des usines. La limite nordique, les aires protégées, on sait que dans les autres pays les aires protégées, c'est pour ça que le Québec et le Canada ont adhéré à cela, ça peut représenter 10 % à 12 % de territoire. Au Québec, on a environ 4 % ou 5 % mais il faut augmenter cela. On va perdre du territoire encore. Ça va être inclus dans le nouveau calcul de possibilité. Il y a aussi autres choses. On a la Commission Coulombe qui a été formée qui va faire un peu état de la forêt publique et aussi de la forêt privée au Québec donc ça crée un milieu incertain. Il y a des choses concrètes aussi comme des fermetures temporaires ou définitives d'industries et des tentatives de consolidation. On a Port-Alfred, on le sait. Dans les tentatives de consolidation, on a PFS, Produits forestiers Saguenay, une nouvelle entité qui est formée de trois industries qui est peut-être un peu la réponse aux futures possibilités qui vont être coupées. Alors, on se consolide, on s'unit ensemble. Et aussi, il y a des baisses des budgets de la part du gouvernement en forêts publiques et privées. Ce ne sont même pas des gels, ce sont des baisses que l'on a donc moins d'investissements en forêt. Au niveau de la problématique de la main-d'œuvre, c'est un métier qui est peu valorisé. Par exemple, dans les pays scandinaves, c'est sûr que ce n'est pas la même gestion territoriale mais un ingénieur forestier c'est comme le médecin du village et les techniciens forestiers c'est comme les infirmières. Ce sont des métiers qui sont très valorisés. Être ouvrier sylvicole là-bas, ça de la notoriété.

Ici, cela n'en a pas. C'est toujours des bûcherons, qu'ils fassent n'importe quoi ils restent des bûcherons. Même comme ingénieur, on est perçu comme des bûcherons. On a peu ou pas de recrutement dans les conditions actuelles du marché, il y a une baisse dans les clientèles au cégep. Au cégep, il y a dix ou quinze ans, il sortait environ 70 étudiants. À l'heure actuelle, en troisième année ils sont quinze. Si on veut augmenter l'aménagement au Québec, qu'est-ce qu'on va faire? Il n'y en a pas au niveau des ouvriers sylvicoles non plus. Pourtant, notre plus grande ressource ce n'est pas la forêt mais plutôt les artisans qui contribuent à son développement : ingénieurs, techniciens forestiers, opérateurs de machinerie, camionneurs et sans oublier les ouvriers sylvicoles qui assurent de donner à la forêt déjà une valeur ajoutée du bois sur pied. On parle de valeur ajoutée après transformation mais l'aménagement forestier, le débroussaillage, toutes les activités d'aménagement en forêt c'est une valeur ajoutée sur notre bois déjà en forêt sur pied.

- Dans la Vallée de la Matapédia, suite aux opérations d'immunité, il y a eu 26 villages sauvés au moyen de la sylviculture et de la mise en valeur des forêts privées.
- À Chicoutimi, il y a 55 % du territoire qui est forestier. À Jonquière, c'est 52 %. De cela, il faut enlever environ 12 % d'hydrographie. Donc, la forêt on est en plein dedans.
- Actuellement, dans la région sur 7 000 producteurs forestiers, il y en a environ 38 % dont les lots sont sous aménagement forestier, qui ont signé une convention avec une société d'aménagement ou qui ont un conseiller forestier qui leur fait un plan de gestion. Dans toute l'industrie forestière, la production de bois a diminué. Au cours des cinq dernières années, on avait une possibilité en résineux de 136 000 mètres cubes et en moyenne il s'en ait coupé 92 000 mètres cubes donc une diminution depuis 1998. Même chose dans le feuillus. Sur cinq ans, il y avait une possibilité de 1 307 000 mètres cubes et il s'en ait coupé 435 000. Donc,

on n'est pas capable de rencontrer des planifications en terme de coupe et d'aménagement. Le nombre d'acres sous aménagement a diminué en 2002-2003. La forêt privée comme la forêt publique est au prise avec un phénomène de vieillissement, les ouvriers sylvicoles sont difficiles à recruter en raison des conditions de travail. Par contre, ceux qui travaillent dans les sociétés sylvicoles ont un avantage important, la forêt est proche de leur habitation donc ils n'ont pas à s'expatrier toute la semaine pour aller travailler. La forêt elle-même souvent les propriétaires peuvent réaliser leurs propres travaux d'aménagement. Donc, il y a un avantage à la forêt privée d'autant plus que la forêt privée comme telle contribue aussi à l'assainissement de l'air. Les épinettes noires filtrent de une à deux tonnes de CO₂ par hectare par année sur une période de 80 ans. Ça veut dire que le protocole de Kyoto, nous avec les arbres que l'on a, on peut continuer de rouler un peu en voiture en disant « C'est les arbres qui nous permettent de mieux respirer ». Normalement, un automobiliste qui se comporte comme la moyenne des automobilistes au niveau du transport devrait planter lui-même 130 arbres pour compenser la pollution qu'il fait.

- Avec 5 % du territoire, les forêts privés produisent quand même malgré tout 11 % des livraisons de bois dans la région. C'est quand même une contribution importante.
- Au niveau de la valeur de la sylviculture, ceux qui connaissent le secteur forestier savent que Jean-Louis Lussier, l'ingénieur forestier qui paraissait dans « L'erreur boréale », a fait des travaux sur est-ce que c'est rentable de payer des propriétaires, de subventionner des propriétaires pour faire de la sylviculture. Lui, il considère qu'oui parce que cela a un rendement de 2 % à 4 % net d'inflation une fois tout compris. Supposons que l'on prend cent dollars de biens produits par l'industrie forestière, il y a dix dollars qui iraient au propriétaire de lots boisés, l'entreprise en retirerait 20 \$ et l'État en retire 50 \$. C'est sûr que l'on englobe là-dedans tous les effets qui contribuent à maintenir en vie

les communautés et tous les effets induits. Il reste que la sylviculture est un facteur de maintien des municipalités rurales et ça joue un rôle important dans l'économie.

- Ça fait une vingtaine d'année qu'à l'Université du Québec à Chicoutimi on travaille au niveau de la ressource. Notre mission du Consortium de recherche sur la forêt boréale commerciale c'est d'assurer la pérennité de la ressource. Les connaissances que l'on développe, c'est principalement sur la ressource forestière c'est-à-dire sur les arbres et l'écosystème comme tel. Quand on travaille au niveau de notre région, ce qui est spécial au niveau de la région et aussi de l'Est du Canada et du Québec, c'est vraiment la présence de l'épinette noire. Ici, il y a beaucoup dans notre région et on est porté à croire qu'il y en a partout comme ça à travers le monde ce qui est faux. Évidemment, il y en a juste en Amérique du Nord et c'est au Québec qu'il y a les plus grandes forêts d'épinettes noires au monde. C'est ça qui nous caractérise. C'est une essence aussi qui a des caractéristiques écologiques particulières entre autres c'est la seule espèce d'épinettes qui est capable de se régénérer après un feu même si tout le cœur de l'arbre a brûlé, ça c'est plutôt rare. De façon générale, si on prend les sapins par exemple, quand ça brûle il va falloir des survivants pour que ça se régénère tandis que l'épinette noire même s'il n'y a pas de survivants, ça peut se régénérer en autant qu'elle soit assez vieille. Où nos forêts sont relativement jeunes, c'est là que l'on a des problèmes de déforestation. On a actuellement des problèmes de déforestation dans le Nord suite à des feux qui ont eu lieu de façon un peu trop rapprochée. On a travaillé beaucoup là-dessus, sur les mécanismes de régénération. On est chanceux les essences que l'on a ici de façon générale se régénère bien de façon naturelle. Il faut voir après les coupes comment ça se régénère et de façon générale nos forêts ont une très grande capacité à se régénérer tout à fait naturellement, sans aucune intervention. On a travaillé beaucoup aussi au niveau de la croissance, à savoir c'est quoi

les paramètres environnementaux, qu'est-ce qui influence le plus la croissance de nos arbres? On s'est aperçu que, au niveau de nos résineux, le facteur qui va influencer le plus la croissance des arbres c'est les épidémies de la tordeuse d'épinettes. Cela a une influence très grande concernant la croissance des arbres. Tout à l'heure on faisait allusion au report de la livraison du calcul de possibilité par le gouvernement. C'est un peu dû à cela c'est qu'on s'aperçoit que dans le modèle de calcul, on confond des choses entre autres la mort naturelle d'un arbre et sa mort due à la tordeuse.

- Ça fait trois épidémies que l'on a au cours des 100 dernières années. On était supposé avoir une épidémie que l'on attend ça fait cinq ans, elle est encore à Arvida!
- Demain matin, essayez d'embaucher un ingénieur forestier en transformation du bois qui vient de l'Université Laval, c'est le seul cours au Canada qui se donne en transformation du bois, il n'y en a aucun d'inscrit au programme d'hiver 2005.
- À Alma, il y a trois groupes de gens qui veulent faire de la deuxième transformation mais ils ne sont pas capables d'avoir de bois parce que dans les caisses populaires ou les banques pour avoir leurs prêts, ils doivent garantir qu'ils auront du bois pendant dix ans. C'est dans la CRÉ que cela a été discuté pour que ces trois entreprises-là puissent aller de l'avant. C'est la mauvaise façon qui existe encore au niveau des institutions financières. On est resté estomaqués. C'est comme l'aluminium. L'aluminium on n'en a pas, ils ne sont pas capables d'en faire. Il y a une industrie qui voulait s'installer à Saguenay mais elle a été obligée d'aller s'installer à l'extérieur parce qu'elle n'a pas d'aluminium liquide. Quelqu'un qui veut faire des portes n'a pas besoin d'avoir un moulin à scie. Il va acheter le bois qu'il a besoin, la qualité qu'il a besoin. Les membres du Réseau des scieries indépendantes peuvent s'ajuster si le projet tient debout.

- Les TPI, les terres publiques intra municipales, sont gérées par la Ville de Saguenay.
- Au niveau des TPI, il y a un comité au niveau de la MRC du Fjord, il existe déjà des plans généraux d'aménagement et qu'ils sont en train de refaire, parce que c'est conjoint avec Saguenay aussi, ils sont en train de refaire les plans généraux. Il en existe des documents, des orientations qui tiennent compte des affectations du territoire. Via le comité avec l'ingénieur de la MRC du Fjord, on travaille cela pour refaire les plans généraux à l'heure actuelle. Dans un plan général, on parle d'une vision sur 25 ans, à long terme et renouvelable à tous les cinq ans.
- En Colombie-Britannique, les deux scieries qui ont fermé, il y avait trois cents emplois là-dedans. Ils ont ouvert la grosse, est-ce qu'il y avait moins d'emplois ou plus? Les deux scieries ensemble, on imagine qu'elles étaient moins productives que la grosse. Est-ce qu'il y a moins d'emplois? Oui, ce sont des pertes. On coupe des emplois, ce qui coûte cher ce sont les gens qui travaillent.

Déterminants

- Présentement, les retombées économiques semblent nous échapper. On dévalise nos ressources naturelles pour faire profiter des personnes à l'extérieur et ce, en nous laissant que des miettes. On ne fait pas illusion qu'aux camionneurs mais à l'ensemble de la région. Il est difficile de penser à une main-d'œuvre. À l'heure actuelle pour les camionneurs la relève devient de plus en plus difficile sachant très bien que le transport du bois était un commerce quasi familial de père en fils. De plus en plus, les enfants des camionneurs semblent se diriger ailleurs pour des raisons économiques, il va sans dire, c'est plus payant.
- On regarde la lenteur des interventions au niveau gouvernemental. On demande au gouvernement de se prononcer, d'appliquer des lois. Même si on siège sur différents comités, c'est toujours la même chose, toujours des lenteurs et des lenteurs.

- Pourquoi la possibilité forestière elle diminue toujours? En toute logique, si on fait pousser ce qui devrait repousser, la possibilité forestière devrait toujours rester la même mais elle est en décroissance. Les compagnies forestières coupent davantage que la possibilité forestière mais par exemple se reprennent sur les travaux sylvicoles. Si par exemple, dans une forêt de sapin un hectare pousse de 1,2 mètres cubes par année. Donc, si on fait des travaux sylvicoles, le même hectare ne poussera pas de 1,2 mètres cubes mais de 1,5, en prévision. Donc, elles se basent sur des prévisions qui sont majorées pour s'assurer d'une possibilité forestière supérieure. C'est peut-être un petit problème qui pourrait être soulevé ici.
- Tout le monde sait que la forêt, ceux qui y travaillent surtout, ce n'est pas très « in » depuis quelques années. On s'est fait assez « clancher » merci! Même nos enfants qui vont à l'école ont honte de dire que leurs parents travaillent en forêt. Il nous apparaît de plus en plus évident que nos gouvernements n'ont pas vraiment l'intention de réinvestir dans les forêts. On le voit, les redevances forestières ne reviennent même plus quand on sait que la région est une région forestière.
- On pense que notre région ne peut pas assumer des pertes d'emplois supplémentaires.
- Certains croient à l'aménagement forestier et qu'il y a une valeur, non seulement pour les individus, mais aussi pour la communauté qui participe à l'aménagement des forêts.
- Au niveau des conclusions aussi qu'il faut dire, les résultats de recherches nous disent quand on analyse comment le ministère est allé chercher ses informations sur la croissance des arbres, de façon générale nous cela nous dit que le ministère est relativement pessimiste au niveau de la croissance des arbres. On a tendance à sous-estimer la croissance.
- On amplifie les résultats que l'on a au niveau des inventaires et les indices sur la croissance ont tendances à être relativement bas.

- Au niveau de la possibilité forestière de façon générale on est assez pessimiste.
- Ce que l'on a mis en place au Québec au niveau de la gestion forestière depuis les quinze dernières années, c'est à peu près le meilleur régime forestier au monde. C'est sûr que la Commission Coulombe va apporter des ajustements encore, ça ne peut pas faire autrement, on peut toujours aller en s'améliorant. On peut se comparer à la Suède et très avantageusement aux pays scandinaves.
- Au niveau de l'emploi, les entreprises forestières sont considérées comme des pilleuses de forêts. Les ingénieurs forestiers, les travailleurs forestiers, on les accuse de faire des mauvais calculs de possibilités, de massacrer les arbres. Mais on peut dire qu'il y a des usines de sciages qui n'opèrent pas à leur pleine capacité parce qu'on n'a pas assez d'employés.
- Pour des étudiants qui vont étudier dans le domaine forestier, ce n'est pas très intéressant ni encourageant d'entendre des discours comme ceux-là. Même le gouvernement qui annonce peut-être des baisses de 15 % à 20 % dans les droits de coupe. On parle de pertes d'emplois. Ce n'est pas encourageant pour un étudiant d'aller à l'Université Laval, partir d'ici et d'aller étudier là-bas pour peut-être décrocher un emploi chez Consol après son bac. On sait qu'il y a peut-être d'ici un an ou deux, il va y avoir des milliers d'emplois qui vont être coupés là-dedans. C'est plus difficile peut-être d'aller dans ce domaine avec les discours qu'on entend qui ne sont pas encourageants.
- Ça c'est pour un ingénieur forestier, un technicien forestier qui possiblement travaillerait à l'année. Quand on pense à un ouvrier sylvicole qui va faire un DEP, il va travailler vingt semaines par année, il va devenir un chômeur chronique dans ce métier-là. On parle ici au niveau du diplôme d'études professionnelles, un ouvrier sylvicole, un débroussailleur, il va prendre 400 heures, c'est un DEP qu'il obtient pour

cela. On en fait un chômeur chronique, c'est 23 semaines une grosse saison de débroussaillage, c'est encore moins évident.

- Vous avez un discours qui porte à croire qu'il y a encore beaucoup de richesses et qu'il y a plus d'emplois qu'on le pense. Dans le documentaire de Richard Desjardins, nous porte à croire le contraire. Les images qu'on voit dans le documentaire de « L'erreur boréale », on voit des coupes à blanc, on voit des décisions autour des rivières, on voit qu'on n'est pas conscient de ce qui se passe. Les images que l'on voit, c'est la vérité oui ou non? Est-ce que ça été empiré?
- On sent un mouvement de protection très fort. Les valeurs de notre société évoluent. Actuellement, peut-être que nos valeurs de conservation augmentent. Au niveau de l'impact des coupes forestières, c'est très laid. On a tendance à dire que si c'est laid, ça ne doit pas être bon. On retrouve cela beaucoup dans le film de Desjardins.
- Le matériau bois c'est un des meilleurs matériaux que l'on a au monde. Il ne faut pas se le cacher. Lorsqu'on construit quelque chose en bois, on contribue dans le fond à réduire l'effet de serre parce que le bois qu'on coupe, si on construit une maison avec, il y a plein de CO₂ là-dedans qui va rester emmagasiner au moins une centaine d'année, il ne sera pas remis en circulation. En plus, c'est renouvelable. Donc, ça c'est intéressant quand on compare au pétrole. Le pétrole que l'on a brûlé tout le monde ensemble aujourd'hui, c'est sûr que ce pétrole-là ne sera plus disponible pour les générations futures tandis qu'au niveau du bois, si aujourd'hui on coupe un arbre, en faisant attention pour reboiser ou encore s'assurer qu'il y a de la relève, les générations futures vont pouvoir encore en profiter. Le matériau bois c'est vraiment un bon matériau et ça ne coûte pas cher en plus à produire et ça marche à l'énergie solaire.
- Si on dit qu'il manque de chauffeurs en foresterie, pensons aux conditions de travail. Une semaine de quarante heures c'est presque du temps partiel.

- N'y a-t-il pas quelque chose à faire au niveau des pertes de bois sur le bord du chemin qui est débranché, qui est pilé et que tout ce qu'il reste à faire c'est de le prendre et de l'amener dans la cour à bois? C'est une perte pour la forêt, pour la compagnie, c'est de la pollution. Il n'y a pas quelque chose au niveau des réglementations à ce niveau-là pour empêcher cela? Effectivement, il y a une réglementation pour empêcher cela, c'est réglementé et contrôlé. Des fois, il faut faire attention, il peut être là parce que ça été des opérations qui se sont réalisées en hiver lors du transport de bois et au printemps on va voir qu'il reste du bois-là. Dans notre jargon, on appelle ça aller faire la "swip" c'est-à-dire aller ramasser tout le bois qui traîne. Mais c'est réglementé et contrôlé. Il faut comprendre que, en forêt publique, quand on va récolter, il y a des contrôles après, il y a des suivis. On contrôle les sentiers de débardage, on contrôle si on a bien protégé la régénération. Il y a des techniciens qui vont sur le terrain prendre des données. Après quatre ans, il y a un contrôle aussi, un suivi qui va se faire et à dix ans il y en a un autre pour voir si la forêt repousse. Les parterres ne sont pas laissés comme ça, il y a du contrôle et du suivi par la suite sur le terrain mais c'est des choses que l'on peut voir arriver de temps en temps mais normalement tout devrait être ramassé.

Défis

- Du côté des chemins forestiers, les compagnies forestières font un gros effort pour aider les camionneurs, mais on aimerait à l'heure actuelle que les lois qui sévissent au niveau forestier soient appliquées tel que la loi l'exige.
- L'industrie forestière est depuis toujours la principale activité industrielle du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Sauvons son avenir.
- Il faut que les gens de la région soient informés des impacts socioéconomiques des mesures de protection. Il doit y avoir des solutions alternatives qui visent le maintien de la possibilité forestière et que les mesures de protection soient appliquées de concert avec des

mesures de valorisation forestière. On peut l'aménager notre forêt, on peut l'améliorer. Nous on propose des solutions. Il faut mettre en place un vaste chantier national qui vise le rendement accru des forêts. Il faut l'améliorer notre forêt. Il faut faire comme ils font un peu partout dans le monde, ils ne se sont pas gênés de le faire et ils sont fiers de leurs forêts. Ils ne s'en sauvent pas, ils travaillent dedans. Il faut prendre des actions concrètes pour démontrer que les communautés, les entrepreneurs, les entreprises, les travailleurs de la forêt ont le droit d'exister et de prospérer. C'est rendu que quand tu exploites la forêt, tu es vu comme un paria pourtant tu fais virer l'économie régionale, c'est la principale industrie de la région depuis toujours. On existe par la forêt et certains pensent que l'on peut exister encore.

- De plus en plus, les propriétaires forestiers ont un système de certification environnementale mais toute la question environnementale, l'aménagement intégré, faire attention à la faune, à la préservation de la biodiversité actuellement les propriétaires forestiers dont les lots sont sous aménagement sont sensibilisés à ces questions-là et ça commence à prendre de plus en plus de place parce que, ici comme ailleurs, la planète se rapetisse. Il faut être conscient de toute la question de la biodiversité.
- Au niveau de l'emploi, tout le monde s'entend là-dessus, il y a une baisse d'emplois et une baisse des productions de bois livré mais ça peut devenir un enjeu et ça peut devenir un atout si on sait mettre la forêt de notre côté en particulier la forêt privée.
- On a parlé de possibilité forestière, certains pensent qu'il ne faut pas faire paniquer les gens au niveau de la possibilité forestière en disant qu'il n'y en aura plus.
- Un des grands risques que l'on a actuellement c'est le contentieux américain et ce qui ne circule pas sur la place publique c'est que pour le contentieux américain ce n'est pas une guerre entre deux industries. C'est une volonté des Américains de mettre la main sur nos ressources

naturelles. Dans les années 1980-1990, les compagnies forestières américaines c'était un régime différent de nous, 90 % de la forêt est privée et 10 % est publique, l'inverse du Canada et du Québec. Dans les années 1980-1990, les compagnies forestières qui possédaient en grande partie les forêts américaines ont vendu ces forêts à des fonds de pension. Ces fonds de pension ont eu des retours sur investissement de 10 % ou 15% par année depuis ce temps-là. Aujourd'hui, les droits de coupe américains ne peuvent pas monter plus haut. Alors le seul moyen pour mettre la main sur du bois, c'est les Canadiens.

- Si on veut faire un atout de la forêt qui nous entoure, il faut d'abord planifier et aménager la forêt qui est la plus proche de chez nous. Il semble à certains que l'on rendrait un grand service aux entreprises qui consomment le bois parce que ça évite des frais de transport. C'est un souhait que les TPI et les boisés urbains soient aménagés parce que c'est un atout qui n'existe nulle part dans la province de Québec. Ça peut être un atout si on le met de côté pour faire du développement et attirer du développement tout en améliorant la qualité de vie des citoyens.
- L'entrepreneurship est antidote de la pauvreté et porteur de croissance et de développement.
- Certains rêvent d'une augmentation de la recherche et du développement dans les produits du bois. On parle beaucoup d'exploitation mais la transformation aussi est très présente, il n'y a pas juste la transformation de l'aluminium. Ensuite, il y a aussi le règlement du conflit avec les Américains qui est une contrainte indéniable. Ensuite, il y a l'amélioration des communications entre les intervenants. Il y a une meilleure collaboration peut-être entre les institutions et l'entreprise privée. Les jeunes ont l'impression souvent qu'il n'y a pas beaucoup d'emplois dans la région et puis là on entend « Oui, il y a des emplois disponibles. Au contraire, c'est les jeunes qui manquent ». Peut-être qu'il y a un manque de communication entre les institutions scolaires et

les entreprises qui seraient prêtes à engager des finissants et peut-être des ententes que les entreprises privées pourraient avoir avec des étudiants dans un programme. Par exemple, une collaboration au niveau des stages comme il se fait beaucoup à Sherbrooke. Ensuite, le retour des redevances ou la création d'un fonds régional d'investissement spécialisé qui irait dans cette industrie. Et finalement, peut-être une meilleure valorisation des métiers de la foresterie. On a vu une campagne de publicité pour la valorisation des métiers plus manuels.

- Parmi les solutions, on parle de remettre en production les terres du secteur public et privé qui ont un bon potentiel forestier. Pas faire du mur à mur parce que souvent le ministère va arriver et va dire « On a des résultats » mais quand tu ne cibles pas ce que ça donne comme résultat des fois les résultats ne sont pas probants. Donc, on dit qu'il y a des places où c'est bon d'investir et des places où on ne doit pas investir. C'est comme ça sur le terrain. Dans la région, on nous dit qu'il y a un million d'hectares de terres avec un bon potentiel forestier qui sont rendus improductives dû à un passage de plusieurs feux successifs et qui sont aussi prises avec la compétition de plantes arbustives, cela empêche le repeuplement de la forêt boréale. Si on regarde ce que ça peut représenter comme activité économique si on met ça en œuvre, on pense qu'il faudrait planter deux milliards cinq cents millions de plants pour remettre cela en production. Alors, il faut les produire mais les producteurs d'arbres on est en train de les fermer dans la région. Il faut débroussailler le terrain, il faut aménager le terrain avant de planter. Ça fournirait pour des planteurs qui travaillent trois mois par année, pour mille planteurs ça prendrait vingt-cinq ans à replanter. À quoi cela correspond cette surface d'un million d'hectares? Ça équivaut à dix milles kilomètres carrés de forêts soit un carré de 100 kilomètres de côté, ça c'est partir de La Baie aller à Roberval et repartir dans l'autre sens. C'est une surface comme celle-là qui pourrait être réaménager et c'est sans parler des terres privées et des terres intra municipales. Il y en a

beaucoup du travail à faire. Les effets sur les possibilités forestières de la région seraient énormes. Au Lac-Saint-Jean et à Chibougamau-Chapais, on récolte 9,6 millions de mètres cubes par année. Donc, ce serait cela durant 40 ans juste en aménageant ce territoire. On pourrait fournir toute la production que l'on prend au Saguenay-Lac-Saint-Jean et à Chibougamau-Chapais pendant 40 ans. Voici des exemples où le rendement accru a été appliqué : En France et en Allemagne la possibilité forestière a augmenté de 35 % depuis 1945, le rendement de la forêt est 4 à 5 fois supérieur à celui du Québec; En Suède et en Finlande, qui ont une topographie similaire au Québec d'un même qu'un climat et une nature des sols semblables au Québec, le rendement forestier est trois fois supérieur à celui du Québec. Souvent, on a tendance à se vanter mais pourquoi est-ce qu'eux arrivent avec des rendements comme ça? Plus près d'ici, dans le Parc des Laurentides, la forêt Momorency, forêt expérimentale de l'Université Laval, a été aménagée et ils pratiquent certaines activités sylvicoles. Ils ont un rendement supérieur de 30% aux forêts avoisinantes. Donc, si on appliquait juste cela dans certaines forêts qui donneraient de bons résultats, on sauverait ce que l'on menace de perdre. Nous croyons que sur les bons sols de la région, on peut avoir des rendements de trois à quatre mètres cubes à l'hectare. Nous pensons aussi que la mise en valeur de la forêt doit être des interventions adaptées convenant au milieu, développées et pilotées par des instances régionales bien au fait de la composition du territoire et de ses particularités. Donc, on importe des choses, on voit ce qui se passe ailleurs, on cumule tout cela mais c'est nous qui intervenons parce que nous sommes les meilleurs pour intervenir sur le territoire que l'on connaît. On croit qu'il faut réagir quand des entreprises de taille, comme celles du Réseau des scieries indépendantes, ne pourront survivre aux baisses de leur approvisionnement forestier. On fonctionne avec des petits approvisionnements, si c'est baissé, on est déjà-là avec le conflit du bois

d'œuvre américain avec une surtaxe de plus de 27 %, s'ils nous baissent cela, qu'est-ce qu'on va faire? On a déjà de la difficulté. Il n'y a pas seulement les petits qui ont de la difficulté, tout le monde a des difficultés ces temps-ci. On pense que si rien n'est fait en ce sens, le vrai signal de la rationalisation à outrance est une accélération du processus de concentration du contrôle forestier. La concentration du contrôle forestier au Canada, c'est quoi? C'est qu'au Canada, treize compagnies contrôlent déjà près de 60 % du territoire forestier. Les cinq plus importantes du Canada contrôlent cent milliards d'hectares de forêt, ça c'est plus que la superficie de l'Ontario. Maintenant, le pouvoir décisionnel sur l'utilisation de la forêt canadienne et québécoise appartient à quelques personnes situées à Montréal, Toronto, Seattle, New York, pour qui l'avenir du Saguenay-Lac-Saint-Jean ne doit pas peser très lourd dans la balance. Si les approvisionnements sont amputés sans mesure de valorisation de nos forêts, nous donnerons tous les arguments nécessaires aux méga compagnies qui tiennent déjà le discours que pour être viable une usine de sciage doit avoir des approvisionnements de 500 000 mètres cubes et plus. Ça c'est la nouvelle norme de l'industrie, c'est ce que l'on entend le plus. Pour être viable, ça prend au moins 400 000 à 500 000 mètres cubes. Nous, on en a moins de 100 000, on est viable et on est prospère. En Colombie-Britannique, la compagnie Canfor vient d'inaugurer une nouvelle scierie. Elle a fermé deux scieries, abolit trois cents emplois, concentré sa production dans une scierie, la scierie Houston, pour créer la plus grosse scierie au monde, six cents millions de PMP par année, autour de deux millions de mètres cubes d'approvisionnement. Ça équivaut à trente scieries comme la nôtre dans une seule scierie. Suite à cela, la compagnie Weyerhaeuser envisage de faire la même chose à Kamloops. Assisterons-nous à des scénarios semblables dans la région? On a des informations selon lesquelles c'est ce qui est visé. Les entreprises comme celles du Réseau procurent environ un emploi par mille mètres

cubes d'approvisionnement. Les grandes scieries, environ la moitié. Les méga scierie, c'est moins du tiers. Alors, nous croyons que pour maintenir l'important rôle économique de l'industrie forestière régionale, il faut valoriser nos forêts, décentraliser les pouvoirs, freiner la concentration du contrôle forestier et favoriser une meilleure répartition de la richesse. Ce n'est pas à cela qu'on assiste dernièrement.

- Au niveau du reboisement, on disait qu'on pourrait reboiser pendant vingt-cinq ans avec mille personnes et on a 10 % de chômage dans la région et on manque de main-d'œuvre. Pour être reboiseur, ça ne prend pas un diplôme d'études professionnelles pour faire cela. Ça prend une petite formation peut-être d'une journée. Ça ne prend pas juste des reboiseurs, ça va prendre aussi des techniciens forestiers. Il y a 10 % de chômage dans la région, et on a des difficultés à se trouver de la main-d'œuvre.
- Parmi les pistes et solutions, notons un discours plus positif de la part des politiciens, des médias, des intervenants du milieu. Ça ne va pas très bien, il ne faut pas se le cacher mais quand il y a une bonne nouvelle, il faut le dire. Il y en a des bonnes nouvelles mais on ne les dit pas. Que ce soit dit au niveau des journaux mais les journaux misent sur les mauvaises nouvelles et ça commence à être déprimant. Il y a des belles choses, il faut les dire aussi. Du moins, ces actions permettraient d'intéresser les jeunes aux métiers de la forêt. On a besoin de leaders, il n'y a pas beaucoup de leaders. Dans une population, il y a à peu près 2 % à 3 % de leaders. Ils ne sont peut-être pas au niveau du domaine forestier mais on n'a pas beaucoup de leader au niveau du milieu forestier, du moins des gens pour nous représenter. On parle de valorisation mais le milieu forestier est plus représenté par Richard Desjardins. Il a sa propre opinion mais à l'opposé de cela, on n'a pas grands choses pour répondre à cela à l'heure actuelle ce qui a créé un bouleversement au niveau du milieu forestier. Il faut être proactif et aussi avoir beaucoup de concertation entre les différents acteurs du milieu.

Avoir des genres de tables de discussion de tous les différents intervenants du milieu. Au moins échanger et d'être informé de ce qui se passe, c'est le pouvoir l'information. On se cache beaucoup dans nos bureaux et on n'a pas souvent des petites rencontres pour échanger, c'est l'occasion d'en faire ici. Ensuite, cessons les guerres fratricides! Ça veut dire qui oppose des personnes qui normalement devraient être solidaires à une cause. Monsieur le maire en parlait ce matin des guerres de clochers, des guerres d'idéologie, de question d'idées ou de protection de quelque chose. Il faut avoir de l'ouverture pour une même cause. C'est sûr qu'on n'a pas tous la même religion mais des fois il faut avoir une pensée et une vision collective pour notre région. Cela ça peut être par du partenariat, des fusions d'entreprises pour sauver des emplois. Des fois, ça fait mal et il faut trouver des solutions de rechange et il y en a tout le temps des solutions de rechange mais il faut être ouvert. Des fois, il y a des décisions où, au lieu de perdre 1 000 emplois, on va peut-être en perdre 250 mais on va en sauver 750. On est rendu comme ça et entre autres, si on parle de baisses de possibilités forestières, il va-y en avoir. Qu'est-ce qu'elles vont faire les nouvelles entreprises qui vont baisser? Il va peut-être avoir des fusions, du partenariat, il faut avoir cette ouverture d'esprit-là.

- Avant d'instaurer le Centre des technologies de l'aluminium qui donne à la région toute une force potentielle pour développer des entreprises ici dans l'avenir, on a dit on pourrait faire la même démarche que dans l'aluminium. On a fait à ce moment-là ce que l'on appelle la carte routière technologique sur l'industrie de l'aluminium qui avait donné lieu à des recommandations dont la première était d'établir un centre de recherche où il se faisait le plus d'aluminium primaire au Canada. On s'est dit que dans la forêt, pourquoi est-ce qu'on ne ferait pas le même type de démarches. On a entendu à un certain moment, au Sommet des régions, qu'il fallait un institut de valorisation de la forêt boréale dans la région. Cet institut, on se disait comment est-ce qu'on pourrait le justifier.

Au fédéral, ils ont été sollicités et ils ont dit « Oui, mais si on fait un plan d'affaires pour un pareil projet, est-ce qu'on fait vraiment une stratégie de développement pour l'ensemble de la région? ». Ça vaudrait la peine, qu'on se concerte davantage, qu'on aille beaucoup plus loin que ça et si un jour il arrivait que l'on puisse justifier un institut de valorisation de la forêt boréale, on pourrait justifier à ce moment-là une intervention sur un projet de peut-être dix millions, quinze millions, et que l'on redonne à la région toute une force et que l'on puisse accompagner la recherche, que l'on puisse accompagner les entreprises de transformation dans quels produits on pourrait aller, dans quels créneaux de marché on pourrait aller, quelles est la concurrence mondiale, canadienne et québécoise et comment le Saguenay-Lac-Saint-Jean pourrait lui se démarquer dans des créneaux qui lui sont spécifiques? Il y a eu entente avec l'Université et il y a un comité qui est co-présidé par le recteur de l'UQAC et le directeur du Cégep de Saint-Félicien et on a présentement écrit un devis comme ça c'est fait dans le secteur de l'aluminium pour aller plus loin avec un consultant qui va nous faire cheminer dans ces créneaux de développement. C'est important quand on parle de prospective, quand on parle d'avenir, quand on parle de développement de dire que cette initiative est présentement en marche et que d'ici normalement un an, on devrait avoir une stratégie, une vision d'avenir des créneaux de développement.

- Ça en interpelle certains quand on dit que les jeunes ont peu confiance en la forêt, qu'il n'y a pas d'avenir et que c'est difficile. À ce niveau-là, on va avoir un travail énorme à faire pour redonner confiance à nos jeunes et à tout le monde envers le bois.
- Pour nous aider à valoriser le matériau bois, on sait que les constructions en bois c'est très beau. Il y a des endroits actuellement où on va favoriser la construction en bois. Chez-nous, on construit le quart de nos maisons en bois sauf que le bois on ne le voit pas. Par contre, il y a d'autres moyens de le mettre en valeur principalement dans les

constructions que l'on va faire au niveau du social. Si on valorisait le matériau bois, ça ne veut pas dire de construire un édifice juste en bois parce qu'on peut le mêler avec de l'aluminium, mais qu'on est des images nous montrant que le matériau bois, oui c'est beau. Peut-être que ça nous aiderait à accepter, parce que le problème est là, de couper des arbres. Peut-être que si on le voit quotidiennement dans nos activités, peut-être que là on va accepter cela davantage et bien entendu on va faire attention aussi à l'aménagement.

- Il faut qu'on soit capable de tirer notre épingle du marché mondial avec un bon bois de structure.
- Au niveau de la gestion des ressources humaines, les gens n'ont pas de formation là-dedans, c'est dévalorisé, on a une baisse de population, c'est quoi le plan de match pour revaloriser les métiers de la forêt et la gestion des ressources humaines? Pour avoir vu les camps où il y avait de la plantation à faire, tu y vas une année mais tu n'y retournes plus parce que les conditions de vie ne sont pas excessivement bonnes. Il y a des entrepreneurs qui se lancent et qui non pas la formation de gestionnaires qui fait qu'à un moment donné ils vont se « planter » parce qu'ils n'avaient pas toutes les ressources.
- Il existe au niveau provincial un comité sectoriel de main-d'œuvre en aménagement forestier. Il en existe un autre aussi au niveau des industries forestières et en plus, il y a un programme d'apprentissage en milieu de travail qui permet de former de la main-d'œuvre en entreprise avec l'accord des entreprises. C'est une voie de solution mais on ne peut pas aller chercher les individus dans leur maison pour les former. Ça prend une décision individuelle. C'est sûr que l'attrait des métiers forestiers à diminuer passablement au cours des dernières années. Les inscriptions ont fondu dans les écoles spécialisées. C'est un problème de société. La population vieillit et les jeunes s'en vont vers les opportunités qui sont les plus faciles, les plus payantes.

- Au niveau de la forêt, il faut être patient et il faut planifier. Ceux qui coupent du bois, savent que si tu n'as pas planifié ta coupe, ton débardage et tes chemins, tu es cuit. Tu vas perdre ton temps, ton bois et ta santé.
- Certains croient beaucoup à la sensibilisation des gens. Il faut donner de l'information, il faut convaincre, il faut surtout associer des pouvoirs publics à cette idée-là que la forêt c'est un enjeu dont il faut s'occuper. Il faut valoriser les personnes et il faut penser à long terme. Il faut valoriser la ressource et faire en sorte que l'on devienne un peu comme les Suédois et qu'on finisse par créer notre propre petit IKEA. Les Suédois ont IKEA et quand on entre dans un magasin IKEA tous les meubles ou presque sont en bois. Le prix pour développer notre forêt c'est de créer un climat, une attitude pour dire que la forêt nous fait vivre mais nous aussi il faut donner une chance à la forêt. Il faut s'en occuper. Entre autres, il faut permettre aux jeunes de l'étudier, de l'apprécier et de la connaître. Il faut utiliser la forêt comme lieu de formation. C'est ce que l'on essaie de faire au niveau des Verts boisés avec peu de moyens. Si on en avait juste un peu plus, on serait capable d'aller beaucoup plus loin parce qu'on a un système de parrainage par les maisons d'enseignement, on essaie de faire en sorte qu'elles parrainent un boisé pour s'en occuper, pour l'utiliser à des fins d'éducation, de récréation, d'apprentissage. Si on évaluait les paysages de Saguenay qui donnent sur le Fjord, sur la rivière aux Sables, pour se donner des points de vue et en même temps en faire profiter d'éventuels touristes qui viennent ici, on pourrait créer de l'emploi, on pourrait faire connaître le vrai milieu de vie de Saguenay. On peut transformer cela en atout. On ajoute une valeur. Quand on ajoute un paysage à la forêt urbaine, on y donne de la valeur. C'est ça qu'on essaie de faire comprendre aux gens qui possèdent le pouvoir public.
- Au CQRDA, il y a une personne qui travaille à un projet de machinerie forestière en aluminium, d'équipement pour les VTT, si ça marche c'est

quelque chose qui va aider l'aménagement parce qu'on vieillit, on a moins le goût de forcer après des choses en métal. Ce serait un atout qui viendrait faciliter notre travail à forêt.

- Le problème c'est qu'il y a des décisions qui ne se prennent pas. Ça fait quinze ans, presque vingt, qu'on entend parler de rendement accru et maintenant on va nous annoncer une baisse de possibilité forestière. Si on avait commencé à y penser il y quinze ou vingt ans, on ne vivrait pas cela aujourd'hui. On serait comme la Suède, on serait comme la France. On aurait encore plus de volume à récolter. Il y a des décisions qui doivent se prendre.
- Si on veut que les entreprises vivent, il faut qu'il y ait de l'argent qui s'investisse. On parlait de planter un million d'hectares au Saguenay-Lac-Saint-Jean, on est d'accord avec ces chiffres-là mais ça va prendre de l'argent pour planter un million d'hectares. Actuellement, il devrait y avoir 60 % des redevances qui devraient être payées en travaux sylvicoles sur le terrain depuis 1979. Actuellement, la moyenne est de 27 % alors c'est certain qu'on n'a pas investi en forêt ce que l'on devait investir. On prend cet argent-là et on l'envoie au Conseil du Trésor mais ça ne revient pas en région. Il faudrait que ça revienne en région.
- Au niveau du développement de l'utilisation du bois, avant de commencer à bâtir en bois, ce sont les ingénieurs qui vont penser les structures, les architectes qui vont les recommander. Le mandat c'est que les institutions d'enseignement comme les cégeps et l'UQAC devraient former des gens qui vont valoriser l'utilisation du bois.

Pronostic

- L'avenir des scieries passe par les créneaux de sciage spécialisé destiné aux entreprises de deuxième et troisième transformation. Donc, nous on vise à procurer des bois sciés spécialement pour les usines qu'on espère voir venir s'implanter sur le territoire en deuxième et troisième transformation.

- Il y a des choses qui nous inquiètent grandement et qui s'en viennent à l'horizon. Ceux qui travaillent en forêt le savent, on nous prévoit des baisses, des diminutions de possibilités forestières de 13 % à 20 % pour répondre à des demandes de protection de toutes provenances. Par exemple, la limite nordique des forêts, la protection des vieilles forêts, les blocs de forêt pour préserver le canal forestier, dispersion des coupes, revendications autochtones. On n'est pas contre les mesures de protection mais en contrepartie on soutient qu'il faut connaître les impacts socioéconomiques car nous croyons que nous sommes assis sur une bombe à retardement parce que les impacts prévisibles des coupures anticipées dans la région c'est la disparition de 7 000 emplois directs et indirects qui seraient l'effet. On n'est pas les seuls à le dire. Ça vire tout le temps autour de 5 000 à 10 000 emplois que l'on perdrait dans les prochaines années dans la région avec l'application des mesures. C'est énorme, c'est comme la fermeture de trois à quatre usines comme La Baie, la catastrophe qu'on est en train de vivre, et bien ce n'est pas fini, en espérant que ça change mais ça ressemble à cela.
- Au sujet des années à venir, oui il va y avoir des baisses, on suppose qu'il va y avoir des baisses de possibilités mais il n'y aura pas nécessairement réduction ou manque de bois. Il n'y aura pas nécessairement moins d'arbres. On peut avoir des baisses de possibilités mais le bois va être là.
- Il va y avoir dans les prochains calculs de possibilités forestières des baisses parce qu'on évalue les taux de rendement à la baisse et aussi parce qu'on semble diviser en 100 morceaux et on retire de cette tarte 20 %. On va enlever 20 % des possibilités forestières à l'ensemble des intervenants. On enlève une zone pour les limites nordiques, on enlève les zones protégées, il y a des interventions au niveau par exemple de l'Approche commune. Il y a un paquet de facteurs dont on n'a pas calculé les impacts au moment où on a décidé de les mettre en place. Aujourd'hui, quand on fait les calculs de possibilités forestières cela a un

impact qui est chiffrable et on va avoir les résultats de ça. On a calculé les taux de rendement forestier dans les années où ils étaient plus importants et bien que tout le monde pense que les rendements forestiers sont inférieurs à ce qu'ils étaient. On va avoir une surprise dans les prochaines années c'est l'inverse, les rendements vont être plus à la hausse parce que, quand il n'y a pas d'épidémie de tordeuse, la forêt croît plus rapidement et il y a plus de possibilités forestières. Par contre, il y a un impact qui s'en vient de l'ordre de 15 % à 20 % de baisse de possibilités forestières, ça va être une bombe majeure. Actuellement, le gouvernement essaie de retarder l'explosion de cette bombe-là d'un an en disant que l'on a des calculs à réviser. Dans le fond, la Commission Coulombe va faire une recommandation dans la prochaine année et 20 % de possibilités forestières perdues dans la région sur 8 ou 9 millions de mètres cubes, c'est au-delà de 600 000 mètres cubes et quand on calcule en moyenne un emploi direct par mille mètres cubes, on parle d'environ 500 emplois directs perdus. Il faut ajouter à cela deux fois plus d'emplois indirects parce que le secteur forestier a un effet créateur d'emploi qui est le double que les emplois directs. On est inquiet pour l'usine de Port-Alfred et des fermetures des cuves Söderberg, mais cela ça va être instantanément.

- On a de la difficulté à recruter des employés seulement pour opérer des usines et ça va être encore pire dans les prochaines années. Dans les cinq prochaines années chez Abitibi-Consolidated, 35 % de la main-d'œuvre va prendre sa retraite.
- Un des gros points qui va marquer les prochains mois, c'est le désengagement du gouvernement provincial au niveau de la protection des forêts. Tout le monde connaît la SOPFEU (Société de protection des forêts contre le feu), il y a aussi la SOPFIM (Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies), la SOPFIM et la SOPFEU ont des commandes du gouvernement provincial de réduire les frais de protection, donc réduire l'assurance qu'on a pour protéger les forêts,

d'une façon importante. Actuellement, la SOPFIM lorgne le ministère de la Santé parce qu'on a un contrat pour protéger les régions au Sud du Québec du virus du Nil. C'est de l'argent qui est pompé du ministère de la Santé pour satisfaire les besoins du ministère des Ressources naturelles. La SOPFEU sera appelée dans les prochains mois à réduire de façon importante les coûts de protection. Si on réduit la protection, il faut s'attendre à des problèmes majeurs.

- Certains souhaiteraient que d'ici peu on puisse avoir un plan d'aménagement des TPI parce qu'il semble qu'on n'a pas beaucoup d'information sur ce que la Ville de Saguenay envisage de faire avec ses boisés. On a entendu toutes sortes d'histoires d'horreur par rapport à l'utilisation du bois.
- Un premier rêve serait que le transport forestier soit vue comme des entrepreneurs et ce à ce juste titre ayant toutes les parts qui lui sont dues. On aurait beaucoup à y gagné mutuellement. Un deuxième rêve c'est l'application et le maintien du contrat forestier. Il faut remercier Abitibi-Consolidated qui ont ça à cœur ce métier-là, spécialement la région du Saguenay. On s'aperçoit que les négociations vont bon train, c'est sévère, c'est strict mais au moins c'est juste. On pourrait peut-être tirer le chapeau un peu plus encore sur le haut du Lac, passer le message qu'on est ouvert. Certains aimeraient que cette ouverture d'esprit puisse envahir les petites scieries parce qu'on s'aperçoit que, d'année en année, c'est toujours difficile de signer des ententes. On signe des ententes et les travaux sont finis. On est tout le temps sur la bonne foi mais on aurait avantage à signer ce genre de contrat avant les travaux. On lance un appel à l'heure actuelle de partenariat là-dedans, on est ouvert aux négociations et on n'est pas exigeant, on veut simplement se faire entendre mais sous l'effigie d'une obligation gouvernementale. Ce serait avantageux qu'on puisse avoir cette ouverture de travail commun là-dedans parce qu'on partage un peu le même travail et cette même synergie en tant que contribuables. Donc,

deux rêves : entrepreneurship et maintien et application d'un contrat forestier. Sans tomber dans les détails d'un contrat forestier, mais comme on sait qu'un contrat est supposé être signé avec deux personnes ou deux entités pour le bien-être d'une convention d'un élément qui va nous permettre de mieux travailler et par la suite, avec ce contrat, nous serons en mesure d'aller chercher un meilleur contrôle au niveau des maintiens des vitesses, vitesse plus sécuritaire, moins d'accidents, moins de coûts d'opération et par le fait même plus de retombées économiques pour la région. Parce que quand une transmission brise ou qu'un moteur brise, oui c'est le garagiste du coin, oui c'est de la main-d'œuvre d'ici mais le moteur vient d'où lui? La grosse partie qui coûte cher, elle vient des États-Unis encore. La consommation du fuel jusqu'aux dernières nouvelles ce n'est pas du Québec que cela vient. Plus on en consomme parce que les chemins sont mauvais, plus ça coûte cher aux contribuables, moins il y a d'argent à dépenser ici. Au niveau des développements, les arbres, l'épinette noire, c'est très bon mais au bout de la ligne, il manque d'argent. On n'est pas capable d'attirer des jeunes. C'est bien beau d'avoir des ingénieurs, l'ingénieur dit « Coupe là » mais qui va le couper, qui va le transporter? Il n'y en aura plus tantôt. Est-ce que l'on attend cela pour que les compagnies forestières décident de dire « On est peut-être mieux de remonter les salaires ».

- Les écologistes et les mouvements environnementaux nous disent que d'ici trente ans, à ce rythme-là, on n'aura plus de bois, que la forêt va être démolie.
- Du côté des forêts privées, le rêve que certains ont c'est que les propriétaires dont les lots sont sous aménagement passent de 37 % à 50 %.
- Un rêve serait d'avoir des entreprises forestières fortes et des employés qui croient à un produit avec des nouveaux produits sur le marché.

- Les jeunes qui vont travailler s'il y a des décisions qui se prennent au niveau des commissions scolaires, des institutions d'enseignement pour valoriser le métier de travailleur forestier, d'ingénieur forestier ou de technicien forestier, ce n'est pas en se basant uniquement sur le marché qu'on va attirer les jeunes.